

Indien de erkende dienstverlener of gebruiker de verleningscriteria of uitoefeningsvoorwaarden niet naleeft, kan de Minister, na het opsturen van een herinneringsbrief voor het in overeenstemming brengen, de goedkeuring van de dienstverlener of gebruiker opschorten of intrekken. De Minister geeft kennis van zijn beslissing aan de betrokken dienstverlener of gebruiker alsook aan de luchthavenbeheerder. »

**Art. 3.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Gedragsregels

**Art. 4.** § 1. De luchthavenbeheerder bepaalt de gedragsregels die door de dienstverleners en gebruikers in acht moeten worden genomen om de goede werking van de luchthaven te waarborgen.

De gedragsregels worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd.

§ 2. Ten aanzien van deze regels dienen de volgende beginselen in acht te worden genomen :

1° zij dienen op niet-discriminerende wijze op de verschillende dienstverleners en gebruikers te worden toegepast;

2° zij dienen verband te houden met het nagestreefde doel;

3° zij mogen niet leiden tot feitelijke vermindering van de toegang tot de markt of zelfafhandeling tot een lager niveau dan in dit besluit voorzien.

§ 3. Indien een dienstverlener of gebruiker de gedragsregels niet naleeft, kan de Minister alleen, als de luchthavenbeheerder zelf dienstverlener is, of op voorstel van de luchthavenbeheerder als hij geen dienstverlener is :

1° de uitoefening van de activiteit van een dienstverlener of gebruiker, voor een door hem te bepalen duur, opschorten; of

2° verbieden dat de dienstverlener of gebruiker zijn activiteit uitoefent.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing aan de erkende dienstverlener of gebruiker alsook aan de luchthavenbeheerder. »

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 11/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Verplichtingen tot het verlenen van openbare diensten

Art. 11/1. Als een dienstverlener niet in staat is om grondafhandelingsdiensten te verzekeren, kan de luchthavenbeheerder de andere dienstverleners die afhandelingsdiensten op de luchthaven verrichten, verplichten om op billijke en niet-discriminerende wijze deel te nemen aan de vervulling van de verplichtingen tot het verlenen van openbare diensten, met name wat de waarborging van de continuïteit van de diensten betreft. »

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2011.

Namen, 9 juni 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2011 — 1658

[C — 2011/27129]

**9 JUIN 2011. — Arrêté ministériel portant exécution, pour l'aéroport de Liège, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne**

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, en particulier l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 2001 portant exécution, pour l'aéroport de Liège, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis n° 49.661/4 du Conseil d'Etat, donné le 31 mai 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'aéroport de Liège dépasse un des deux seuils prévus par l'article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

Considérant dès lors que le libre accès au marché de l'assistance en escale doit être assuré et organisé au sein de l'aéroport de Liège,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, les termes et expressions ci-après reçoivent les définitions suivantes :

1° « arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

2° « entité gestionnaire » : la société de gestion de l'aéroport de Liège;

3° « comité des usagers » : comité des usagers de l'aéroport de Liège, tel que créé par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000;

4° « Ministre » : le Ministre qui a les Aéroports dans ses attributions;

5° « SPW » : Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques (DGO2).

## CHAPITRE II. — *Agrément*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Principe*

**Art. 2.** Le libre accès au marché de la prestation de services d'assistance en escale et le libre exercice de l'auto-assistance sur l'aéroport de Liège sont subordonnés à l'obtention d'un agrément délivré par le Ministre.

### *Section 2. — Procédure d'agrément*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est adressée au SPW à la Direction de l'Exploitation aéroportuaire et à l'entité gestionnaire, par envoi recommandé ou par voie électronique.

Le formulaire de demande d'agrément et les annexes requises sont annexés au présent arrêté et disponibles sur le site internet du SPW ainsi que de l'entité gestionnaire.

Suite à l'introduction de la demande d'agrément par envoi recommandé ou par voie électronique, le SPW - Direction de l'Exploitation aéroportuaire délivre, dans le premier cas, dès réception de la demande, une attestation de dépôt indiquant les délais de traitement et, dans le second cas, automatiquement par voie électronique une attestation de dépôt indiquant les délais de traitement.

§ 2. Le SPW - Direction de l'Exploitation aéroportuaire adresse un accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande d'agrément.

Si le dossier est incomplet, le SPW - Direction de l'Exploitation aéroportuaire informe le demandeur des documents et renseignements manquants.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception de documents manquants, il adresse un accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet.

§ 3. Le Ministre notifie sa décision d'octroi ou de refus d'agrément au demandeur et à l'entité gestionnaire dans les quinze jours ouvrables de la date d'envoi de l'accusé de réception du dossier déclaré complet.

Le délai de quinze jours ouvrables prévu à l'alinéa précédent commence à courir à l'expiration du délai de quinze jours prévu par l'article 3, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, en cas d'absence de notification d'un accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet dans ce délai.

A défaut de décision du Ministre dans le délai, la demande est réputée refusée.

§ 4. La liste des prestataires et usagers agréés est publiée chaque année au *Moniteur belge* et sur le site internet de l'entité gestionnaire.

**Art. 4.** L'agrément vaut pour une durée de dix ans, renouvelable selon la procédure prévue à l'article 3.

Le titulaire de l'agrément doit communiquer au SPW - Direction de l'Exploitation aéroportuaire et à l'entité gestionnaire tout changement relatif aux indications fournies dans le dossier et ce, dans un délai ne dépassant pas un mois.

### *Section 3. — Conditions d'exercice*

**Art. 5.** Tout prestataire ou usager agréé communique, annuellement, au SPW - Direction de l'Exploitation aéroportuaire ses comptes annuels et la preuve de l'existence de la police d'assurance contractée pour couvrir ses activités.

## CHAPITRE III. — *Infrastructures centralisées*

**Art. 6.** L'entité gestionnaire gère les infrastructures centralisées servant à la fourniture des services d'assistance en escale dont la complexité, le coût ou l'impact sur l'environnement ne permettent pas la division ou la duplication.

Ces infrastructures centralisées sont les suivantes :

1° le système de tri des bagages et les comptoirs d'enregistrements;

2° le système de dégivrage;

3° le système d'épuration des eaux;

4° le système de distribution, y compris de stockage, de carburant;

5° le système de navettes pour les déplacements de personnes côté airside, à l'exception du transport d'équipages, de passagers et de membres d'écoles de pilotage;

6° les bus pour le transport de passagers entre l'aéronef et l'aérogare;

7° les caissons de décompression;

8° les centres de frais pour les denrées périssables.

L'usage de ces infrastructures est obligatoire pour les prestataires de services et pour les usagers pratiquant l'auto-assistance.

#### CHAPITRE IV. — *Comité des usagers de l'aéroport*

**Art. 7.** Il est créé un comité des usagers de l'aéroport, ci-après dénommé « le comité ».

**Art. 8.** Le comité est composé de personnes physiques ou morales qui assument le transport aérien et qui utilisent l'aéroport.

Tout membre du comité a le choix de participer lui-même aux travaux de celui-ci ou de se faire représenter par une organisation professionnelle qu'il mandate à cet effet.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le comité est convoqué dans les cas prévus par la réglementation, par l'intermédiaire de l'entité gestionnaire. Le Ministre est averti de toutes les réunions du comité et peut y déléguer un représentant.

Les convocations aux réunions du comité mentionnent l'ordre du jour et sont adressées au moins une semaine à l'avance aux différents transporteurs aériens. Ces derniers font connaître par écrit préalable leur participation à la réunion à laquelle ils ont été convoqués.

Le secrétariat est assuré par l'entité gestionnaire.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est établi au plus tard dans le mois qui suit. Celui-ci, reflétant l'ensemble des opinions exprimées, est approuvé lors de la réunion suivante et est transmis au Ministre.

§ 2. Les frais de fonctionnement du comité ainsi que la mise à disposition des lieux de réunion sont à la charge de l'entité gestionnaire.

**Art. 10.** Dans le courant du premier trimestre de l'année, le Ministre invite l'entité gestionnaire, le comité des usagers et les entreprises prestataires de services à participer à la consultation obligatoire prévue à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000.

Le Ministre, sur proposition des participants, arrête l'ordre du jour de la réunion. Celui-ci est adressé aux participants au moins une semaine à l'avance.

La mise à disposition des lieux de réunion est à la charge de l'entité gestionnaire. L'entité gestionnaire préside la réunion et en assure le secrétariat.

A l'issue de chaque réunion, un compte rendu détaillé est établi dans le mois qui suit. Celui-ci reflète l'ensemble des opinions exprimées. Il est transmis au Ministre ainsi qu'aux participants.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** L'arrêté ministériel du 18 septembre 2001 portant exécution, pour l'aéroport de Liège, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Namur, le 9 juin 2011.

A. ANTOINE

## Annexe

**Formulaire de demande d'agrément**

La demande d'agrément, dûment complétée et signée, est à adresser au SPW – Direction de l'Exploitation aéroportuaire, boulevard du Nord 8, à 5000 Namur, par courrier recommandé ou par voie électronique, à l'adresse suivante : [agrement.eblg@spw.wallonie.be](mailto:agrement.eblg@spw.wallonie.be)

**I. PERSONNE PHYSIQUE**

Nom :

Prénom(s) :

Nationalité :

Sexe :

Domicile :

Téléphone :

Télécopie :

e-mail :

**II. PERSONNE MORALE**

Raison sociale ou dénomination :

Forme :

Nationalité :

Numéro d'enregistrement :

Numéro de T.V.A. :

Siège social :

Immatriculation ONSS ou autre :

Représentée par (nom, prénom) :

Qualité du représentant :

Téléphone :

Télécopie :

e-mail :

demande, par la présente, à être agréé(e) par le Ministre de la Région wallonne, qui a les Aéroports dans ses attributions, pour exercer des activités :

services d'assistance en escale :

pour l'ensemble des services visés à l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000

pour les services suivants visés à l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 :

.....

.....

services d'auto-assistance :

pour l'ensemble des services visés à l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000

pour les services suivants visés à l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 :

.....

sur l'aéroport de Liège.

III. Il (elle) joint à la présente les annexes requises en vertu de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 9 juin 2011 portant exécution, pour l'aéroport de Liège, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne.

Certifié sincère et conforme,

Fait à

Le

(signature)

**ANNEXES AU FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT****Annexe 1<sup>re</sup>. — SITUATION FINANCIERE DU DEMANDEUR**

Le demandeur joint :

A. S'il s'agit d'une personne physique, un engagement sur l'honneur attestant que sa situation financière est saine, accompagné des avertissements-extraits de rôle des trois dernières années.

B. S'il s'agit d'une personne morale :

- les comptes annuels des trois derniers exercices, le cas échéant certifiés par le commissaire.
- si la société n'est pas encore constituée :
- le plan d'affaires de celle-ci et
- une lettre de garantie des actionnaires ultimes de la bonne exécution des engagements du demandeur.

**Annexe 2. — COUVERTURE D'ASSURANCE DEMANDEUR**

Le demandeur joint :

- une police d'assurance couvrant l'ensemble des activités pour lesquelles il demande un agrément;
- si la police d'assurance n'est pas encore souscrite, un courrier émanant d'une société d'assurance garantissant qu'elle est en pourparlers en vue de la signature d'un contrat d'assurance couvrant l'ensemble des activités pour lesquelles il demande un agrément.

**Annexe 3. — GARANTIES DIVERSES**

Le demandeur joint :

- tout document démontrant l'expérience du demandeur et/ou du personnel qu'il compte affecter à ses activités à l'aéroport de Liège, en matière d'assistance en escale pour toutes les catégories de services visées à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne ou pour certaines de ces activités et permettant au SPW - Direction de l'Exploitation aéroportuaire de considérer que le demandeur garantira à suffisance la sûreté et la sécurité des installations, des aéronefs, des équipements et des personnes;

- une déclaration sur l'honneur attestant que le demandeur s'engage à assurer la formation permanente de son personnel, notamment en matière de sécurité et de sûreté;

- une déclaration sur l'honneur selon laquelle le demandeur respecte et respectera la réglementation environnementale.

**Annexe 4**

Le demandeur joint :

- une attestation de l'Office national de Sécurité sociale (ou équivalent si le demandeur est de nationalité étrangère) selon laquelle le demandeur a payé les cotisations sociales dues en vertu de la réglementation; cette attestation ne doit pas avoir été dressée plus de six mois avant le dépôt de la demande;

- une déclaration sur l'honneur attestant que le demandeur a payé les cotisations sociales dues en vertu de la réglementation.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 juin 2011 portant exécution, pour l'aéroport de Liège, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 9 juin 2011.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1658

[C — 2011/27129]

**9. JUNI 2011 — Ministerialerlass zur Ausführung für den Flughafen von Lüttich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen**

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1937 zur Revision des Gesetzes vom 16. November 1919 über die Regelung der Luftfahrt, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 18. September 2001 zur Ausführung für den Flughafen von Lüttich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen;

Aufgrund des am 31. Mai 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 49.661/4;

In der Erwägung, dass der Flughafen von Lüttich eine der beiden in Artikel 1, 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen vorgesehenen Schwellen überschreitet;

In der Erwägung, dass demnach der freie Zugang zum Markt der Bodenabfertigungsdienste innerhalb des Flughafens von Lüttich sichergestellt und organisiert werden muss,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen für die nachstehenden Wörter und Ausdrücke:

1° «Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000»: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen;

2° «Leitungsorgan»: die Verwaltungsgesellschaft des Flughafens von Lüttich;

3° «Nutzerausschuss»: der durch Artikel 4 des Erlasses der Regierung vom 24. März 2000 gegründete Nutzerausschuss des Flughafens von Lüttich;

4° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören;

5° «ÖDW»: Öffentlicher Dienst der Wallonie - Operative Generaldirektion Mobilität und Wasserwege (DGO2).

KAPITEL II — *Zulassung**Abschnitt 1 — Grundsatz*

**Art. 2** - Der freie Zugang zum Markt der Bodenabfertigungsdienste und die freie Ausübung der Selbstabfertigung auf dem Flughafen von Lüttich unterliegen dem Erhalt einer vom Minister ausgestellten Zulassung.

*Abschnitt 2 — Zulassungsverfahren*

**Art. 3** - § 1. Der Zulassungsantrag wird per Einschreiben oder auf elektronischem Wege an den ÖDW, Direktion der Flughäfenverwaltung, und an das Leitungsorgan gerichtet.

Das Formular des Zulassungsantrags und die nötigen Anlagen werden vorliegendem Erlass als Anlage beigelegt und sind auf der Webseite des ÖDW sowie des Leitungsorgans verfügbar.

Anschließend an die Einreichung des Zulassungsantrags per Einschreiben bzw. auf elektronischem Wege stellt der ÖDW, Direktion der Flughäfenverwaltung, in dem ersten Fall sofort nach Eingang des Antrags eine Bescheinigung über die Einreichung dieses Antrags aus, in der die Bearbeitungsfristen angegeben werden; in dem zweiten Fall wird diese Bescheinigung, die ebenfalls die Bearbeitungsfristen angibt, automatisch auf elektronischem Wege ausgestellt.

§ 2. Der ÖDW, Direktion der Flughäfenverwaltung, stellt binnen fünfzehn Werktagen nach dem Eingang des Zulassungsantrags eine Empfangsbestätigung der als vollständig oder unvollständig erklärten Akte zu.

Ist die Akte unvollständig, teilt der ÖDW, Direktion der Flughäfenverwaltung, dem Antragsteller mit, welche Dokumente und Unterlagen fehlen.

Binnen fünfzehn Werktagen nach dem Eingang der fehlenden Dokumente stellt er eine Empfangsbestätigung der als vollständig oder unvollständig erklärten Akte zu.

§ 3. Der Minister stellt dem Antragsteller und dem Leitungsorgan seinen Beschluss zur Erteilung oder Ablehnung der Zulassung binnen fünfzehn Werktagen nach dem Datum der Einsendung der Empfangsbestätigung der als vollständig erklärten Akte zu.

Die in vorigem Absatz vorgesehene Frist von fünfzehn Werktagen läuft ab dem Ablauf der in Artikel 3, § 2, Abs. 1 und 3 vorgesehenen fünfzehntägigen Frist, falls binnen dieser Frist keine Empfangsbestätigung der als vollständig oder unvollständig erklärten Akte zugestellt wurde.

Liegt kein fristgerechter Beschluss des Ministers vor, gilt der Antrag als abgelehnt.

§ 4. Die Liste der zugelassenen Dienstleister und Nutzer wird jedes Jahr im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Webseite des Leitungsorgans veröffentlicht.

**Art. 4** - Die Zulassung gilt für eine Dauer von zehn Jahren und ist nach dem in Artikel 3 vorgesehenen Verfahren erneuerbar.

Der Inhaber der Zulassung muss dem ÖDW, Direktion der Flughäfenverwaltung, und dem Leitungsorgan binnen einer Frist, die einen Monat nicht überschreiten darf, jede Änderung in Bezug auf die in der Akte gegebenen Auskünfte mitteilen.

*Abschnitt 3 — Ausübungsbedingungen*

**Art. 5** - Jeder zugelassene Dienstleister oder Nutzer teilt dem ÖDW, Direktion der Flughäfenverwaltung, jährlich seine Jahresabrechnungen und den Beweis für das Vorliegen der zur Deckung seiner Aktivitäten abgeschlossenen Versicherungspolice mit.

*KAPITEL III — Zentrale Infrastruktureinrichtungen*

**Art. 6** - Das Leitungsorgan verwaltet die zentralen Infrastruktureinrichtungen zur Erbringung von Bodenabfertigungsdiensten, die aufgrund ihrer Komplexität bzw. aus Kosten- oder Umweltschutzgründen nicht geteilt oder in zweifacher Ausführung geschaffen werden können.

Diese zentralen Infrastruktureinrichtungen sind Folgende:

1° die Gepäcksortieranlage und die Abfertigungsschalter;

2° die Enteisungsanlage;

3° die Abwasserreinigungsanlage;

4° die Treibstoffverteilungs (und -lagerungs-)anlage;

5° das Pendelsystem für die luftseitige Beförderung von Personen mit Ausnahme des Transports von Crews, Passagieren und Mitgliedern von Pilotschulen;

6° die Busse für den Transport von Passagieren zwischen dem Luftfahrzeug und dem Flughafengebäude;

7° die Druckkammern;

8° die Kühlräume für die verderblichen Lebensmittel.

Die Benutzung dieser Infrastruktureinrichtungen ist für die Dienstleister und Selbstabfertiger vorgeschrieben.

*KAPITEL IV — Ausschuss der Flughafenutzer*

**Art. 7** - Ein Ausschuss der Flughafenutzer, nachstehend «Ausschuss» genannt, wird gegründet.

**Art. 8** - Der Ausschuss besteht aus natürlichen oder juristischen Personen, die für den Flugverkehr sorgen, und den Flughafen benutzen.

Jedem Mitglied des Ausschusses steht es frei, selbst an den Arbeiten des Ausschusses teilzunehmen oder sich von einer zu diesem Zweck bevollmächtigten beruflichen Organisation vertreten zu lassen.

**Art. 9** - § 1. Der Ausschuss wird in den in der Regelung vorgesehenen Fällen über das Leitungsorgan einberufen. Der Minister wird über alle Versammlungen des Ausschusses benachrichtigt und kann dort einen Vertreter entsenden.

Die Vorladungen zu den Versammlungen des Ausschusses enthalten die Tagesordnung und werden den verschiedenen Flugtransportunternehmen mindestens eine Woche im Voraus zugesandt. Diese bringen vorher schriftlich ihre Teilnahme an der Versammlung, zu der sie vorgeladen wurden, zur Kenntnis.

Das Sekretariat wird von dem Leitungsorgan übernommen.

Nach Abschluss einer jeden Versammlung wird spätestens im Laufe des folgenden Monats ein Versammlungsbericht erstellt. Dieser widerspiegelt die Gesamtheit der ausgedrückten Meinungen und wird im Laufe der folgenden Versammlung genehmigt und dem Minister übermittelt.

§ 2. Die Betriebskosten des Ausschusses sowie die Zurverfügungstellung der Räumlichkeiten für die Versammlungen gehen zu Lasten des Leitungsorgans.

**Art. 10** - Im Laufe des ersten Trimesters des Jahres fordert der Minister das Leitungsorgan, den Nutzausschuss und die Dienstleistungsunternehmen auf, an der in Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 vorgesehenen Konsultation teilzunehmen.

Auf Vorschlag der Teilnehmer verabschiedet der Minister die Tagesordnung der Versammlung. Diese wird den Teilnehmern mindestens eine Woche im Voraus zugesandt.

Die Zurverfügungstellung der Versammlungsorte geht zu Lasten des Leitungsorgans. Das Leitungsorgan führt den Vorsitz der Versammlung und übernimmt das Sekretariat.

Nach Abschluss einer jeden Versammlung wird innerhalb des folgenden Monats ein ausführlicher Bericht erstellt. Dieser widerspiegelt die Gesamtheit der geäußerten Meinungen. Er wird dem Minister sowie den Teilnehmern übermittelt.

*KAPITEL V — Schlussbestimmungen*

**Art. 11** - Der Ministerialerlass vom 18. September 2001 zur Ausführung für den Flughafen von Lüttich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2011 wirksam.

Namur, den 9. Juni 2011

A. ANTOINE



**Formular für den Zulassungsantrag**

Der ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete Zulassungsantrag ist per Einschreiben oder auf dem elektronischen Wege an den ODW, Direktion der Flughäfenverwaltung, boulevard du Nord 8, in 5000 Namur bzw. [agrement.eblg@spw.wallonie.be](mailto:agrement.eblg@spw.wallonie.be) zu richten.

**I. Natürliche Person**

Name:

Vorname(n):

Staatsangehörigkeit:

Geschlecht:

Wohnsitz:

Telefon:

Fax:

E-mail:

**II. JURISTISCHE PERSON**

Gesellschaftsname oder Bezeichnung:

Form:

Staatsangehörigkeit:

Registrierungsnummer:

MWSt-Nummer::

Gesellschaftssitz:

LSS-Eintragungsnummer oder Sonstiges:

Vertreten durch (Name, Vorname):

Eigenschaft des Vertreters:

Telefon:

Fax:

E-mail:

beantragt hiermit die Zulassung des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören, um folgende Aktivitäten auszuüben:

Bodenabfertigungsdienste:

für die gesamten Dienste, die in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 angeführt sind

für die folgenden Dienste, die in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 angeführt sind:

.....

Selbstabfertigung:

für die gesamten Dienste, die in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 angeführt sind

für die folgenden Dienste, die in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 angeführt sind:

.....

auf dem Flughafen von Lüttich.

III. Er(sie) fügt dem vorliegenden Formular die aufgrund des Artikels 3 des Ministerialerlasses vom 9. Juni 2011 zur Ausführung für den Flughafen von Lüttich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen erforderlichen Anlagen bei.

Als ehrlich und gleichlautend bescheinigt,

Geschehen zu

Am

(Unterschrift)



**LAGEN ZUM ANTRAGSFOMULAR ZUR ZULASSUNG****Anlage 1 — ANZLAGE DES ANTRAGSTELLERS**

Der Antragsteller fügt folgende Unterlagen bei:

A. Wenn es sich um eine natürliche Person handelt, die Versicherung auf Ehrenwort, die bescheinigt, dass sie über eine gesunde Finanzlage verfügt, unter Beifügung der Steuerbescheide der Heberolle der drei letzten Jahre.

B. Wenn es sich um eine juristische Person handelt:

- Die Jahresabrechnungen der drei letzten Steuerjahre, gegebenenfalls vom Rechnungsprüfer beglaubigt.

Wenn die Gesellschaft noch nicht gegründet ist:

- deren Wirtschaftsplan und

- ein Garantiebrief der indirekten Aktionäre, der die gute Ausführung der Verpflichtungen des Antragstellers bescheinigt.

**Anlage 2 — VERZICHERUNGSSCHUTE DES ANTRAGSTELLERS**

Der Antragsteller fügt folgende Unterlagen bei:

- einen Versicherungsvertrag, der die gesamten Tätigkeiten deckt, für die er eine Zulassung beantragt;

- wenn der Versicherungsvertrag noch nicht abgeschlossen ist, ein von einer Versicherungsgesellschaft ausgehendes Schreiben, in dem diese versichert, dass sie im Hinblick auf die Unterzeichnung eines Versicherungsvertrags zur Deckung der gesamten Tätigkeiten, für die der Antragsteller eine Zulassung beantragt, in Verhandlung steht.

**Anlage 3 — VERSCHIEDENE GARANTIEN**

Der Antragsteller fügt folgende Unterlagen bei:

- Jegliches Dokument, in dem die Erfahrung des Antragstellers und/oder des Personals, das er für seine Tätigkeiten auf dem Flughafen von Lüttich in Sachen Bodenabfertigung für alle Kategorien von Dienstleistungen, die in der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen angeführt sind, oder für einige unter dieser Aktivitäten einzusetzen gedenkt, nachgewiesen wird und mittels dessen der ÖDW, Direktion der Flughäfenverwaltung, davon ausgehen kann, dass der Antragsteller die Luftsicherheit und Flugsicherheit der Anlagen, Luftfahrzeuge, Ausrüstungen und Personen ausreichend garantiert;

- eine ehrenwörtliche Erklärung, die bescheinigt, dass der Antragsteller sich verpflichtet, die ständige Weiterbildung seines Personals zu sichern, insbesondere in Sachen Flugsicherheit und Luftsicherheit;

- eine ehrenwörtliche Erklärung, laut der der Antragsteller die Umweltregelung einhält und einhalten wird.

**Anlage 4**

Der Antragsteller fügt folgende Unterlagen bei:

- eine Bescheinigung des Landesamts für soziale Sicherheit (oder eine gleichwertige Unterlage, wenn der Antragsteller ein fremder Staatsangehöriger ist), laut der der Antragsteller die aufgrund der Regelung geschuldeten Sozialbeiträge bezahlt hat; diese Bescheinigung darf nicht mehr als sechs Monate vor der Einreichung des Antrags aufgestellt worden sein;

- eine ehrenwörtliche Erklärung, laut der der Antragsteller die aufgrund der Regelung geschuldeten Sozialbeiträge bezahlt hat.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 9. Juni 2011 zur Ausführung für den Flughafen von Lüttich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Juni 2011

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1658

[C — 2011/27129]

9 JUNI 2011. — Ministerieel besluit tot uitvoering, wat de luchthaven van Luik betreft, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 september 2001 tot uitvoering voor de luchthaven Luik-Bierset van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het advies nr. 49.661/4 van de Raad van State, gegeven op 31 mei 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de luchthaven van Luik één van de twee drempels overschrijdt die bepaald worden bij artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Overwegende derhalve dat de vrije toegang tot de grondafhandelingsmarkt binnen de luchthaven van Luik gewaarborgd en georganiseerd moet worden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 » : het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° « beheersentiteit » : de vennootschap die het beheer van de luchthaven van Luik waarneemt;

3° « gebruikerscomité » : comité van de gebruikers van de luchthaven van Luik, zoals opgericht bij artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000;

4° « Minister » : de Minister die voor de Luchthavens bevoegd is;

5° « Waalse Overheidsdienst » : Waalse Overheidsdienst - Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen (DGO2).

HOOFDSTUK II. — *Erkenning**Afdeling 1. — Beginsel*

**Art. 2.** De vrije toegang tot de markt voor de verlening van grondafhandelingsdiensten en het vrij verrichten van zelfafhandelingsdiensten op de luchthaven van Luik zijn onderworpen aan een erkenning die door de Minister afgegeven wordt.

*Afdeling 2. — Erkenningsprocedure*

**Art. 3.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of per email aan de Waalse Overheidsdienst - Directie Luchthavenexploitatie en aan de beheersentiteit gericht.

Het erkenningsaanvraagformulier en de vereiste bijlagen gaan bij dit besluit en zijn beschikbaar op de internetsite van de Waalse Overheidsdienst en van de beheersentiteit.

Na de indiening van de erkenningsaanvraag bij aangetekend schrijven of per email, geeft de Waalse Overheidsdienst - Directie Luchthavenexploitatie een indieningsattest af waarin de onderzoekstermijnen vermeld worden, in het eerste geval, zodra ze de aanvraag in ontvangst neemt, en, in het tweede geval, automatisch per email.

§ 2. De Waalse Overheidsdienst - Directie Luchthavenexploitatie verstuurt binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag een bericht van ontvangst van het volledig of onvolledig verklaarde dossier.

Als het dossier onvolledig is, geeft de Waalse Overheidsdienst - Directie Luchthavenexploitatie de aanvrager kennis van de ontbrekende stukken en gegevens.

Hij verstuurt binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de ontbrekende stukken een bericht van ontvangst van het volledig of onvolledig verklaarde dossier.

§ 3. De Minister geeft de aanvrager en de beheersentiteit kennis van zijn beslissing tot toekenning of weigering van erkenning binnen vijftien werkdagen na de datum van verzending van het bericht van ontvangst van het volledig verklaarde dossier.

De termijn van vijftien werkdagen bedoeld in het vorige lid gaat in bij het verstrijken van de termijn van vijftien dagen bepaald bij artikel 3, § 2, eerste en derde lid, bij gebrek aan bericht van ontvangst van het volledig of onvolledig verklaarde dossier binnen die termijn.

Bij gebrek aan beslissing van de Minister binnen de voorgeschreven termijn, wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn.

§ 4. De lijst van de erkende dienstverleners en gebruikers wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* en op de internetsite van de beheersentiteit bekendgemaakt.

**Art. 4.** § 3. De erkenning geldt voor tien jaar en kan hernieuwd worden volgens de procedure bedoeld in artikel 3.

De houder van de erkenning geeft de Waalse Overheidsdienst - Directie Luchthavenexploitatie en de beheersentiteit binnen hoogstens één maand kennis van elke wijziging in de gegevens van het dossier.

*Afdeling 3. — Uitoefeningsvoorwaarden*

Elke erkende dienstverlener of gebruiker geeft de Waalse Overheidsdienst - Directie Luchthavenexploitatie kennis van zijn jaarrekeningen en levert haar het bewijs dat hij een verzekeringspolis heeft gesloten om zijn activiteiten te dekken.

*HOOFDSTUK III. — Gecentraliseerde infrastructuur*

**Art. 5.** De beheersentiteit beheert de gecentraliseerde infrastructuurvoorzieningen die bestemd zijn voor het verlenen van grondafhandelingsdiensten en die wegens hun complexiteit, kosten of gevolgen voor het milieu niet kunnen worden verdeeld of opgesplitst.

Het gaat om de volgende gecentraliseerde infrastructuurvoorzieningen :

- 1° het systeem voor het sorteren van bagages en de registreerkantoren;
- 2° het ijsbestrijdingssysteem;
- 3° het waterzuiveringssysteem;
- 4° het brandstofdistributiesysteem, opslag inbegrepen;
- 5° het shuttlesysteem voor de verplaatsingen van personen aan de airsidekant, met uitzondering van het vervoer van bemanning, passagiers en leden van vliegenscholen;
- 6° de bussen voor het vervoer van passagiers tussen het luchtvaartuig en het luchthavengebouw;
- 7° de decompressiekamers;
- 8° de koelcentra voor bederfelijke waar.

Het gebruik van die infrastructuurvoorzieningen is verplicht voor de dienstverleners en de zelfafhandelende gebruikers.

*HOOFDSTUK IV. — Comité van de gebruikers van de luchthaven*

**Art. 6.** Er wordt een comité van de gebruikers van de luchthaven opgericht, hierna « het comité » genoemd.

**Art. 7.** Het comité bestaat uit natuurlijke of rechtspersonen die voor het luchtvervoer instaan en die de luchthaven gebruiken.

Elk lid van het comité kan zelf aan de werkzaamheden van het comité deelnemen of zich laten vertegenwoordigen door een beroepsorganisatie die het daartoe mandateert.

**Art. 8.** § 1. In de gevallen waarin de regelgeving voorziet wordt het comité via de beheersentiteit bijeengeroepen. De Minister wordt ingelicht over alle vergaderingen van het comité en kan er een vertegenwoordiger naar afvaardigen.

De oproepingen tot de vergaderingen van het comité vermelden de agenda en worden minstens één week van tevoren aan de verschillende luchtvervoerders gezonden. Laatstgenoemden laten vooraf schriftelijk weten of ze zullen deelnemen aan de vergadering waarvoor ze zijn opgeroepen.

Het secretariaat wordt door de beheersentiteit waargenomen.

Na afloop van elke vergadering wordt uiterlijk binnen de volgende maand een verslag opgemaakt. Dat verslag, dat alle geopperde meningen weergeeft, wordt op de volgende vergadering goedgekeurd en aan de Minister overgemaakt.

§ 2. De werkingskosten van het comité, alsook de terbeschikkingstelling van de vergaderingslokalen, zijn voor rekening van de beheersentiteit.

**Art. 9.** In de loop van het eerste kwartaal van elk jaar verzoekt de Minister de beheersentiteit, het gebruikerscomité en de dienstverlenende ondernemingen erom deel te nemen aan de raadpleging bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000.

De Minister bepaalt de agenda van de vergadering op voorstel van de deelnemers. De agenda wordt minstens één week van tevoren aan de deelnemers gezonden.

De beheersentiteit moet vergaderingsruimte ter beschikking stellen. De beheersentiteit zit de vergadering voor en neemt er het secretariaat van waar.

Na afloop van elke vergadering wordt binnen de volgende maand een uitvoerig verslag opgemaakt. Dat verslag geeft alle geopperde meningen weer. Het wordt aan de Minister en aan de deelnemers overgemaakt.

*HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen*

**Art. 10.** Het ministerieel besluit van 18 september 2001 tot uitvoering voor de luchthaven Luik-Bierset van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt opgeheven.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2011.

Namen, 9 juni 2011.

## Bijlage

**Erkenningsaanvraagformulier**

De erkenningsaanvraag moet, behoorlijk ingevuld en getekend, bij aangetekend schrijven of per email aan de « SPW - Direction de l'Exploitation aéroportuaire, boulevard du Nord 8, 5000 Namur » gericht worden op volgend adres : agrement.eblg@spw.wallonie.be

**I. NATUURLIJKE PERSOON**

Naam :

Voornaam (voornamen) :

Nationaliteit :

Geslacht :

Woonplaats :

Telefoon :

Fax :

email :

**II. RECHTSPERSOON**

Handelsnaam of benaming :

Vorm :

Nationaliteit :

Registratienummer :

btw-nummer :

Maatschappelijke zetel :

Inschrijving bij de RSZ of andere :

Vertegenwoordigd door (naam, voornaam) :

Hoedanigheid van de vertegenwoordiger :

Telefoon :

Fax :

email :

verzoekt hierbij om erkenning door de voor de luchthavens bevoegde Minister van het Waalse Gewest ten einde activiteiten te mogen uitoefenen i.v.m. :

grondafhandelingsdiensten :

het geheel van de diensten bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000

de volgende diensten bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 :

.....

zelfafhandelingsdiensten :

het geheel van de diensten bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000

de volgende diensten bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 :

.....

op de luchthaven van Luik.

III. Bij dit formulier voegt hij de bijlagen vereist krachtens artikel 3 van het ministerieel besluit van 9 mei 2011 tot uitvoering, wat de luchthaven van Luik betreft, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Voor echt en eensluidend verklaard,

Opgemaakt te

Op

(handtekening)

**BIJLAGEN BIJ HET ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER****Bijlage 1. — FINANCIËLE TOESTAND VAN DE AANVRAGER**

De aanvrager voegt bij het formulier :

A. Als het om een natuurlijke persoon gaat, een verbintenis op erewoord waaruit blijkt dat zijn financiële toestand gezond is, samen met de aanslagbiljetten van de drie laatste jaren.

B. Als het om een rechtspersoon gaat :

- de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren, in voorkomend geval voor echt worden verklaard door de commissaris.

- als de vennootschap nog niet opgericht is :

- haar zakenplan en een brief waarin de laatste aandeelhouders de goede uitvoering van de verbintenissen van de aanvrager waarborgen.

**Bijlage 2. — VERZEKERINGSDEKKING VAN DE AANVRAGER**

De aanvrager voegt bij het formulier :

- een verzekeringpolis ter dekking van het geheel van de activiteiten waarvoor hij een erkenning aanvraagt; - als er op de verzekeringpolis nog niet ingeschreven is, een brief van een verzekeringsmaatschappij waarin ze garandeert dat ze in onderhandeling is met het oog op de ondertekening van een verzekeringscontract dat het geheel van de activiteiten waarvoor hij een erkenning vraagt, dekt.

**Bijlage 3. — DIVERSE GARANTIES**

De aanvrager voegt bij het formulier :

- elk document waaruit blijkt dat de aanvrager en/of het personeel dat hij voor zijn activiteiten in de luchthaven van Luik wil aanstellen ervaring heeft inzake grondafhandeling voor alle dienstencategoriën bedoeld in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren of voor sommige van die activiteiten en op grond waarvan de Waalse Overheidsdienst - Directie Luchthavenexploitatie ervan uit kan gaan dat de aanvrager de veiligheid en de zekerheid van de installaties, de luchtvaartuigen, de uitrustingen en de personen voldoende zal garanderen; een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de aanvrager zich ertoe verbindt voor de permanente vorming van zijn personeel te zorgen, met name inzake veiligheid en zekerheid; een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de aanvrager de milieuregelgeving naleeft en zal naleven.

**Bijlage 4**

De aanvrager voegt bij het formulier :

- een attest van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (of een gelijkwaardig attest als de aanvrager van vreemde nationaliteit is) waaruit blijkt dat de aanvrager de krachtens de regelgeving verschuldigde sociale bijdragen heeft betaald; dit attest mag niet meer dan zes maanden vóór de indiening van de aanvraag opgemaakt zijn;

- een verklaring op erewoord waaruit blijkt de aanvrager de krachtens de regelgeving verschuldigde sociale bijdragen heeft betaald.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 9 juni 2011 tot uitvoering, wat de luchthaven van Luik betreft, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Namen, 9 juni 2011.